



# Les personnes retraitées veulent plus de services publics, des services publics en marche. Elles manifesteront le 22 mars 2018

19 mars 2018



31 rue de la grange aux Belles 75010 Paris  
Tél : 01 58 39 30 20 - Fax : 01 43 67 62 14  
unir@solidaires.org - www.solidaires.org/

Communiqué de presse

Paris, le 19 mars 2018

## Les personnes retraitées veulent plus de services publics, des services publics en marche. Elles manifesteront le 22 mars 2018

Le 15 mars, près de 200 000 personnes retraitées ont manifesté partout en France, principalement contre l'augmentation de la CSG et pour une augmentation des retraites et des pensions qui suivent l'évolution des salaires. Les manifestantes et les manifestants exigeaient aussi une amélioration de la situation des services d'Aide à Domicile et des conditions de vie et de travail dans les EHPAD. Globalement, leurs revendications visaient une répartition des richesses à l'opposé de ce qui est fait par ce gouvernement, qui réduit l'impôt sur les sociétés, qui plafonne à 30 % l'imposition des dividendes des gros actionnaires et qui supprime l'impôt sur la fortune des titulaires de portefeuilles boursiers. Ces cadeaux fiscaux et sociaux énormes qui, littéralement, « gavent » celles et ceux qui sont déjà les plus riches, ont pour conséquences directes de rendre plus difficiles la vie au quotidien de toutes les autres catégories sociales. La nouvelle série d'attaques programmée contre les administrations et les services publics vise à élargir le champ d'intervention des « marchés financiers » dans un monde où la finance et ses principaux détenteurs et acteurs deviendraient les seuls et uniques titulaires du pouvoir. La violence et l'indécence de cette politique se mesurent chaque jour, quand les Aides Personnalisées au Logement sont réduites de 5 euros et qu'en même temps 4 milliards d'euros sont laissés chaque année aux plus fortunés par la suppression de l'ISF, ou quand des emplois de contrôleurs du fisc sont supprimés, permettant encore plus aux grandes entreprises de frauder impunément, pendant que des contrôles tatillons sont multipliés à l'égard des chômeuses et des chômeurs.

Le jeudi 22 mars, les personnes retraitées manifesteront pour s'opposer aux attaques engagées par ce gouvernement contre les administrations et les services publics. Sur une longue période, les personnes retraitées ont pu constater une relative permanence des politiques menées qui conduisent tout d'abord à priver les services publics des moyens financiers leur permettant de fonctionner dans de bonnes conditions. Dans un deuxième temps, ces mêmes « responsables » mettent en avant la défaillance des services publics pour préconiser leur casse accélérée et présenter leur privatisation comme une amélioration assurée pour la collectivité. Chaque jour, les personnes retraitées ont besoin de services publics, de services publics fonctionnant correctement et à proximité de leur lieu de vie. C'est tout l'inverse qui est pratiqué par les gouvernements depuis trop d'années : fermeture de cliniques, de bureaux de poste, de gares, de perceptions, d'écoles pour leurs petits-enfants, etc. Comme la Sécurité sociale, les services publics, ils sont à nous, ils sont un bien commun et il n'appartient pas à un gouvernement quelconque de se les approprier au profit de quelques intérêts privés et amis.

A Paris, la manifestation du jeudi 22 mars partira à 14 h 00 du Ministère des Finances et de la Fonction publique (M<sup>e</sup> Gare de Lyon, ou Bercy - Place du Bataillon du Pacifique) pour aller Place de la Bastille par la rue de Charenton.

## Les personnes retraitées veulent plus de services publics, des services publics en marche. Elles manifesteront le 22 mars 2018

Le 15 mars, près de 200 000 personnes retraitées ont manifesté partout en France, principalement contre l'augmentation de la CSG et pour une augmentation des retraites et des pensions qui suivent l'évolution des salaires. Les manifestantes et les manifestants exigeaient aussi une amélioration de la situation des services d'Aide à Domicile et des conditions de vie et de travail dans les EHPAD. Globalement, leurs revendications visaient une répartition des richesses à l'opposé de ce qui est fait par ce gouvernement, qui réduit l'impôt sur les sociétés, qui plafonne à 30 % l'imposition des dividendes des gros actionnaires et qui supprime l'impôt sur la fortune des titulaires de portefeuilles boursiers. Ces cadeaux fiscaux et sociaux énormes qui, littéralement, « gavent » celles et ceux qui sont déjà les plus riches, ont pour conséquences directes de rendre plus difficile la vie au quotidien de toutes les autres catégories sociales. La nouvelle série d'attaques programmée contre les administrations et les services publics vise à élargir le champ d'intervention des « marchés financiers » dans un monde où la finance et ses principaux détenteurs et acteurs deviendraient les réels et uniques titulaires du pouvoir. La violence et l'indécence de cette politique se mesurent chaque jour, quand les Aides Personnalisées au Logement sont réduites de 5 euros et qu'en même temps 4 milliards d'euros sont laissés chaque année aux plus fortunés par la suppression de l'ISF ; ou quand des emplois de contrôleurs du fisc sont supprimés, permettant encore plus aux grandes entreprises de frauder impunément, pendant que des contrôles tatillons sont multipliés à l'égard des chômeuses et des chômeurs.

Le jeudi 22 mars, les personnes retraitées manifesteront pour s'opposer aux attaques engagées par ce gouvernement contre les administrations et les services publics. Sur une longue période, les personnes retraitées ont pu constater une relative permanence des politiques menées qui conduisent tout d'abord à priver les services publics des moyens financiers leur permettant de fonctionner dans de bonnes conditions. Dans un deuxième temps, ces mêmes « responsables » mettent en avant la défaillance des services publics pour préconiser leur casse accélérée et présenter leur privatisation comme une amélioration assurée pour la collectivité. Chaque jour, les personnes retraitées ont besoin de services publics, de services publics fonctionnant correctement et à proximité de leur lieu de vie. C'est tout l'inverse qui est pratiqué par les gouvernements depuis trop d'années : fermeture de cliniques, de bureaux de poste, de gares, de perceptions, d'écoles pour leurs petits-enfants, etc. Comme la Sécurité sociale, les services publics, ils sont à nous, ils sont un bien commun et il n'appartient pas à un gouvernement quelconque de se les approprier au profit de quelques intérêts privés et amis.

A Paris, la manifestation du jeudi 22 mars partira à 14 h 00 du Ministère des Finances et de la Fonction publique (M° Gare de Lyon, ou Bercy – Place du Bataillon du Pacifique) pour aller Place de la Bastille par la rue de Charenton.

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Mobilisations nationales >
- Adresse de cet article :  
<https://solidaires.org/Les-personnes-retraitees-veulent-plus-de-services-publics-des-services-publics>

